

## Edito juin 2011

Bonjour, bienvenue ici en direct de Strasbourg pour notre rendez-vous mensuel.

Ce mois-ci, trois thèmes dont je veux vous parler :

D'abord, un vote important. Le Parlement Européen a exposé sa vision des perspectives financières futures de l'Union Européenne, ou le budget pour les années à venir, a posé les questions suivantes : Comment financer l'ambition européenne, les besoins d'une politique européenne dans les domaines de la politique étrangère, dans le domaine de la cohésion entre les territoires de l'Union, dans le domaine de la recherche et du développement, dans le domaine de l'énergie ? Dans cette discussion budgétaire, la position des Etats Membres ne sera pas facile, car bon nombre d'entre eux sont sous d'importantes contraintes sur le plan national pour maîtriser leurs finances publiques et ont du mal à accepter le fait qu'il faille faire vivre cette dimension européenne en la finançant, avec un budget plus important. Et puis, nous avons aussi signalé que pour financer ce budget de l'Union Européenne justement, il fallait inventer des ressources nouvelles et ne pas uniquement se baser sur les contributions des Etats Membres qui ensuite les poussent dans une logique du juste retour. Le budget de l'Union Européenne devrait être financé par des ressources propres, et notamment par cette fameuse taxation transactions financières pour laquelle ce Parlement Européen continue à plaider avec force et détermination.

Le deuxième thème dont je veux vous parler et dont nous avons parlé au cours de cette session, c'est la question de la succession de Dominique Strauss-Khan à la tête du FMI. La Commission Européenne nous a annoncé qu'elle soutenait la candidature de Madame Lagarde, mais que la question de la représentation externe de la zone Euro n'était pas une question d'actualité. Nous avons dit à la Commission que bien au contraire, si l'Union Européenne voulait que le FMI joue pleinement son rôle dans la mise en place d'une gouvernance internationale et que les pays émergents s'y sentent à l'aise, nous nous devons d'être exemplaires, pour que l'Union Européenne ou en tout cas la zone Euro parle d'une voix au FMI. Cette désignation devrait y contribuer.

Enfin, le troisième thème important ce mois-ci pour nous, membres de la Commission Emploi et Affaires Sociales, c'est le rapport de mon collègue, Richard Falbr, qui traite de la dimension externe des politiques sociales. Tout l'enjeu est de savoir comment, lorsque l'Union Européenne négocie des accords avec des pays tiers, nous tenons compte des normes sociales, des conditions dans lesquelles nos entreprises se comportent lorsqu'elles interviennent dans des pays tiers, et de comment, sur cette base-là, nous pouvons construire des accords commerciaux plus justes et plus équilibrés.

Voilà pour notre rendez-vous de ce moi-ci. Je vous donne rendez-vous au mois de juillet, où nous aurons encore beaucoup de sujets importants sur la table !